

Alençon. Postes supprimés, groupes de niveau... Environ 300 personnels de l'Éducation manifestent



Les manifestants sont passés à deux reprises place de la Magdeleine à Alençon (Orne) où a lieu le marché chaque jeudi matin. Ouest-France


À l'appel des syndicats, des personnels de l'Éducation nationale font grève et manifestent ce jeudi 1er février 2024. À Alençon, environ trois cents personnes ont défilé dans les rues, de la préfecture jusqu'à la cité administrative. Parmi les nombreux motifs de protestation : la mise en place à la rentrée de groupes de niveau dans les collèges et les suppressions de postes.

« J'ai déjà des élèves qui me disent : « Je vais me retrouver chez les nuls ». » Ce 1^{er} février 2024, Noémy Thibaud, militante à Sud éducation 61, est dans la rue à Alençon (Orne), avec environ trois cents autres personnels de l'Éducation nationale. Ce jeudi est jour de grève partout en

France. Aux revendications salariales s'ajoutent d'autres motifs de colère parmi lesquels la mise en place, à la rentrée, de groupes de niveau au collège.

« C'est de mixité sociale dont on a besoin »

« **Quand on est prof, issue d'un milieu populaire, entendre ça, ça touche** », continue, émue, l'enseignante. Comme elle, ils sont nombreux dans le cortège à ne pas vouloir de ces groupes en maths et en français. « **C'est de mixité sociale dont on a besoin** », martèle un manifestant au micro. Christine, professeure de maths, l'affirme : « **Les élèves vont avoir le sentiment qu'on les stigmatise.** »



Ouest-France 61 

@OuestFrance61 · [Suivre](#)

Environ trois cents personnes défilent dans le centre-ville d'Alençon à l'appel des syndicats de l'[#Éducationnationale](#)

[Regarder sur X](#)

12:03 PM · 1 févr. 2024 depuis Alençon, France 

 1  Répondre  Partager

[Lire la suite sur X](#)

D'une même voix, les représentants des cinq syndicats réunis dans ce mouvement, dénoncent une mesure inadaptée aux départements ruraux. « **Dans la plupart de nos collèges, il n'y aura pas assez de profs de maths et de français pour assumer les cours de tous les groupes en même temps**, explique un militant. **Il faudra faire venir des professeurs d'autres établissements.** »



Parmi les multiples raisons qui poussent les personnels de l'Éducation nationale à faire grève ce jeudi 1er février 2024, la perspective de la mise en place de groupes de niveau dans les collèges à la rentrée.

Ouest-France

Moins vingt-six postes à la rentrée

Cette mesure jugée « **rétrograde** », peut-on lire sur un tract, « **va désorganiser l'enseignement, dégrader les conditions de travail, détruire le collège unique** ». « **On ne pourra plus consacrer de temps aux aides personnalisées, ni aux heures de soutien en 6^e** », regrette Christine qui défile sous les couleurs du [syndicat SE-Unsa 61](#). « **Et que dire des conflits que cela va générer avec les familles...** » ajoute un autre professeur.



Des moyens financiers, des créations de postes, des augmentations salariales... Les revendications des personnels de l'Éducation nationale sont nombreuses ce jeudi 1er février 2024 dans les rues d'Alençon.
Ouest-France

À cette réforme contestée, s'ajoutent les suppressions de postes envisagées à la rentrée : moins 21 postes dans l'enseignement primaire ornais, moins cinq dans les collèges et lycées. « **Pourtant, pointe Jean-Rémy Haselvander de la FNEC FP-FO, il y a 78 élèves de plus dans les collèges cette année. Quand nos effectifs baissent, on supprime des postes, mais quand ils augmentent, on n'en crée pas.** »



Devant la cité administrative d'Alençon, les manifestants ont installé des panneaux dénonçant les suppressions de postes prévues à la rentrée 2024 dans l'académie de Normandie et le département de l'Orne. Ouest-France

Remplacements, rémunérations...

Dans le viseur également des pancartes et des prises de parole, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra dont le nom est prononcé sous les huées. « **Un ou une prof n'est pas absent pour faire du shopping ou prendre une RTT !** clame Jean-Rémy au mégaphone. **Il ou elle est au travail, convoqué(e) ailleurs par l'employeur, ou malade malgré lui ou malgré elle.** »



Pour beaucoup de manifestants, ce jeudi 1er février 2024, la nomination d'Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'Éducation nationale, "à temps partiel", ne passe pas. Ouest-France

Il y a aussi la question des rémunérations. « **Les salaires, c'est aussi un sujet**, déplore Alexandra Bojanic, secrétaire départementale du SNUipp 61 (FSU). **Seuls les enseignants en début de carrière ont vu leurs rémunérations revalorisées, pas les autres. Et que dire des salaires des AESH, les accompagnants d'élève en situation de handicap. Il y en a environ 500 dans l'Orne, payés moins de 1 000 € par mois.** »



À l'issue d'un défilé qui les a menés de la préfecture à la place de la Magdeleine, puis dans les rues du centre-ville, les manifestants ont retrouvé les agriculteurs devant la cité administrative d'Alençon. Ouest-France

Réunis devant la préfecture de l'Orne, les manifestants ont gagné la place de la Magdeleine pour se faire entendre des commerçants et des personnes venues faire leur marché. Après avoir défilé dans plusieurs rues en scandant notamment « **Plus de fric pour l'école publique !** », le cortège a gagné la cité administrative. Le lieu de l'expression d'une autre colère : celle des agriculteurs.

Fabienne GÉRAULT.